

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1866 - 7 avril 1994 - 7 F

D 1866 **BRÉSIL : LA DÉLIMITATION DES TERRES INDIENNES** REMISE EN CAUSE

La Constitution de 1988 consacre le droit des ethnies indiennes à la terre (cf. DIAL D 1327 et 1598). En début 1994, la moitié seulement des quelque 70 millions d'hectares concernés ont fait l'objet de règlement foncier. Les statistiques sont parlantes: en 1991, 105 aires indiennes sont délimitées et homologuées par décret de la présidence de la République; en 1992, 19 aires sont délimitées mais seulement 9 homologuées; en 1993, 10 aires sont délimitées, dont 6 homologuées. Parallèlement, il existe au Brésil 185 millions d'hectares de terres cultivables cadastrées mais laissées en friche par leurs propriétaires. Ces 185 millions d'hectares ne concernent ni les réserves forestières légales ni les terres non cultivables.

Depuis la mi-1993, les milieux de grands exploitants agricoles font pression sur le Congrès de Brasília pour une révision constitutionnelle qui aboutirait, entre autres choses, à une négation des droits des Indiens (cf. DIAL D 1802). De graves conflits de terre continuent de rythmer l'actualité. C'est actuellement le cas de l'aire indienne Raposa-Serra do Sol dans le Roraima, et de l'aire indienne Jaguapiré dans le Mato Grosso do Sul où 250 Indiens guaraní kaiowá menacent de se suicider collectivement s'ils sont expulsés de leurs terres (en 1993, 17 d'entre eux s'étaient suicidés; en 1994, deux l'ont déjà fait).

Ci-dessous témoignage du Père Francisco Glory sur les aléas de la défense du droit à la terre, compliqué des heurts entre Indiens, paysans et chercheurs d'or.

Note DIAL

HEURS ET MALHEURS DE FORTUNATO, PAYSAN

Uruará, le 21 décembre 1993

Avec un peu de retard sur mes prévisions, voilà la dernière production "made in Uruará". Une longue histoire - oh, pas finie, et il s'en faut - pas le genre conte de Noël... Une histoire d'Indiens, de paysans et d'autres. Une histoire un peu tordue, celle qu'on évite de publier dans les revues parce qu'il n'y a pas de héros; et pourtant, ça existe. Alors, de temps en temps il faut aussi pouvoir en parler. Mais rassurez-vous, ce n'est pas une histoire sans issue. C'est une petite histoire, dans un petit morceau d'Amazonie, pour une petite tribu d'Indiens, avec de petits paysans, mais ce n'est pas une histoire pour les tout-petits. Bien que les petits ruisseaux fassent les grandes rivières, surtout en Amazonie. Bonne lecture.

La plainte du sertan

Honorato me suit et me poursuit depuis quelque quatorze ans, parfois rivé au cauchemar. Honorato, c'est toute une histoire, celle d'un petit paysan obligé de fuir les tueurs à gages du Goiás pour avoir eu le courage de résister aux *grileiros* - ceux qui envahissent les terres des petits paysans pour les revendre ensuite. Un jour, je le vis arriver à Uruará, seul avec sa famille. Sachant que son ancien curé arpentaient une

région où les terres vierges abondaient, il voulait lui aussi tenter sa chance. Et la terre ici n'est pas ingrate, il suffit de planter pour récolter.

En 85 et 86, alors que Uruará naissait de quelques planches, la rumeur courait qu'au sud de la "Transa" (Transamazonienne) il y avait des terres à conquérir sur la forêt. Il fallait s'enfoncer loin et prendre des risques, mais l'"INCRA" - Institut national de colonisation et de réforme agraire - avait déjà délimité des parcelles de cent hectares chacune. Aux volontaires de les prendre. Voilà Honorato qui, de paysan, devient pionnier, sac au dos, hache, cafetière; il part avec une petite équipe.

De ses bras va naître son premier champ de riz et de haricots. Courageux, il travaille presque jour et nuit afin de pouvoir recevoir d'ici un an sa femme et ses dix enfants qui attendent, dans le Goiás, le feu vert pour le rejoindre. Pour le moment, comme un ermite, il bivouaque sous le grand toit de la forêt. Ici, tout lui paraît étrange: les bruits, les cris, les plantes, le climat. Il vient du *sertão*, de la savane du Goiás. La nuit, il en rêve.

Puis, comme dans un roman, le jour tant espéré arriva. Toute la famille débarqua. Panta, sa femme qui d'un côté charriait ses baluchons et de l'autre soutenait le petit dernier, sale et en pleurs; et tous, hébétés par quatre jours de bus sur des pistes impossibles. Mais dans leur regard, cette dignité mêlée à une douceur qui vous renverse. Aucune révolte, aucune rancoeur; seule leur noblesse qui vous dit en silence: nous résistons, nous ne plierons pas.

Le lendemain, tout ce petit monde s'entassait dans la toyota du Padre, la même qui les avait trimballés sur les pistes du Goiás. Rires et chansons; les lendemains qui chantent... sur vingt kilomètres. Le reste, c'est-à-dire trente, ils les feraient à pied, la jeep ne passant pas. Ils partirent à la file indienne, et je les vis disparaître peu à peu dans l'épaisseur de la forêt, les rires se firent de plus en plus lointains.

Durant des années, ils n'auront pour logis qu'une simple cabane faite de paille et de pieux. Panta aura son onzième enfant. Les vers, les fièvres - dont le paludisme - l'anémie et toutes sortes de maux bizarres deviendront leur quotidien. Les gamins grandiront sans école, mais non sans éducation. Le soir, autour de la flamme de la lampe à kérosène, ils répéteront avec Honorato et Panta les cantiques du *sertão* du Goiás, comme des complaints. C'est tout ce qu'ils auront pu conserver de leurs racines, et qui maintenant les protège du désespoir d'être éloignés de tout et de tous. Negros spirituals version brésilienne, sur la dernière frontière entre le connu et l'inconnu, entre l'absurde et ce qui prétend appartenir au monde de la civilisation. Périodiquement, je verrai débarquer une partie de la tribu Honorato à la recherche de soins médicaux après deux jours de voyage à pied, pour ne trouver qu'un hôpital sans médecin ou des remèdes hors de prix. Les remèdes sont ici à peu près aussi chers qu'en France, à la différence que la sécurité sociale n'a pas encore été inventée.

Quand rien n'est définitivement gagné

Cependant Honorato, petit paysan et semi-analphabète, ne lutte qu'avec les bras et les jambes. Membre du Parti des travailleurs, il continue son combat commencé dans le Goiás et participe aux rencontres du syndicat paysan. En mai 1991, le mouvement pour la survie de la "Transa" vient de décrocher à Belém trois cents bourses d'aide spéciale en faveur des petits paysans. Par chance, il fait partie du premier lot qui doit tenter l'expérience. Avec 3000 dollars de subvention, suivi et conseillé par le président du syndicat de Uruará et par un conseiller agricole, il achète d'abord un mulet pour le transport de ses produits: riz, haricots, farine de manioc qu'il vient vendre en ville; il pose une clôture pour protéger la pâture de deux vaches laitières qu'il compte acquérir rapidement; et enfin il plante deux mille pieds de fruits tropicaux, reboisement exigé, qui viendront alimenter la petite industrie de confitures et de yaourts montée par le syndicat de Uruará. Ce n'est pas la fin de la misère ni le début de la gloire, mais avec la maison dont il a lui-même fait les briques, après six ans, c'est une leçon de courage, de

travail, de vie. Le prix en est lourd: il est usé, sa femme aussi. Toujours à la merci d'une maladie qui mangerait toutes ses économies. La route, pourtant, arrive maintenant à cinq kilomètres de sa maison et il a l'espoir qu'un jour la vie sera bien meilleure.

La situation s'améliorait lentement. C'est alors qu'arriva, comme chacun le sait ou le prévoit dans les romans-feuilletons, le grain de sable qui grippe la mécanique et maintient le suspens. En effet, 1993 commença durement. Ce fut d'abord dona Chica, l'animatrice principale de la communauté de Uruará qui dut se faire opérer à Belém d'un cancer du sein, puis partir suivre à São Paulo un traitement spécifique, soit à quelque trois mille kilomètres !

A la mi-janvier, pour arranger les choses, le ministre de la justice Mauricio Corrêa signait un décret qui créait une réserve indienne sur le territoire de Uruará. De fait, quelque quinze ans en arrière, la FUNAI - Fondation nationale de l'Indien - organisme qui protège les Indiens, découvrait un petit groupe de quarante-deux Indiens Araras, non contactés jusque là, et qui avaient fui l'avancée de la colonisation. En 1990, une première réserve indienne avait été délimitée pour un groupe plus important; venait le tour du dernier groupe. Ajoutons que l'année 1993 étant l'année internationale des droits indigènes, il aurait été mal vu que le Brésil qui possède une des Constitutions les plus avancées en termes de droits indigènes, ne passe pas aux actes, alors qu'il reste 45% de terres à délimiter.

A Uruará, la nouvelle tombe comme une bombe. Aussitôt, certains se mettent déjà sur pied de guerre. Forestiers en général et *fazendeiros* en particulier contestent le décret et parlent d'ouvrir un procès contre la décision du ministre. Malgré la confusion qui règne, Paulo, président du syndicat des petits paysans et qui a suivi tout le déroulement de l'affaire depuis plusieurs années, réussit, avec l'appui du maire, homme de dialogue, à créer une commission représentant les différents secteurs de la société. Ils partent aussitôt pour Brasília, car sur le terrain, la situation est assez tendue et il ne manque pas d'agitateurs pour accuser l'Église d'être la responsable du décret; ce qui n'est pas faux, l'Église ayant toujours pris position en faveur des Indiens.

Que détermine le fameux décret? Les Araras vont avoir droit à 800.000 hectares de terres situées entre le fleuve Iriri au sud, et une ligne droite qui longe la route au nord. Une frontière tirée au cordeau et qui à première vue semble ignorer les petits paysans qui ont eu le malheur de passer du mauvais côté. Du Gaza et Jéricho, en plus faible bien sûr, mais un foyer de conflits en prévision.

Eternelles victimes

Honorato, que la guigne accompagne, fait partie des trois cent cinquante familles qui devront quitter les lieux tôt ou tard. Où vont-ils aller? Sur les routes, baluchons à la main, enfants déboussolés dans un Brésil trop grand qui ne veut plus d'eux. Ils ne sont plus totalement noirs, ils ont du sang indien dans les veines mais ils l'ignorent ou ils le nient. Ou pire, ils sont blancs, descendants d'Allemands ou d'Italiens, de Portugais, et ils ont perdu, tout comme les autres, leurs traditions et leur culture. Sans racines, ils boivent maintenant la potion amère de l'incompétence des organismes fédéraux, celle de l'INCRA qui a délimité des parcelles de terre en pleine réserve indienne, et celle de la FUNAI qui, durant des années, a laissé faire. Incompétence, laisser-aller et corruption sont les maladies qui rongent les fonctionnaires. Comment alors réparer une erreur commise il y a vingt ans quand les militaires, qui jouaient aux réformateurs, ont ouvert des routes en Amazonie pour y engloutir le trop plein des petits paysans du Sud qui empêchaient le progrès de tourner en rond dans les zones de culture extensive où le soja envahissait tout? Qui doit payer l'erreur?

Et les Indiens? Ils sont en tout quarante-deux survivants du massacre organisé, furtifs éternels de l'avancée des Blancs. Ils ressemblent aux rescapés d'un naufrage, aux survivants d'un camp de concentration. Mieux, on les considère comme étant d'une autre planète: êtres étranges, mi-humains, mi-dieux, en tout cas, objets de curiosité. Ils

ont tout perdu ou presque, leur peuple, leurs racines, la terre de leurs ancêtres, et surtout la liberté d'antan. Ils vivent dans la peur permanente des forestiers et des aventuriers de tout poil... et de tout calibre. C'est la moindre des justices que de leur rendre ce qui fut volé par la violence et par l'ambition.

L'Église du Brésil, représentée par le CIMI - Conseil indigéniste missionnaire -, et quelques ONG sont satisfaits de cette victoire. Les Araras vont retrouver une partie de leurs terres. Le hic de l'histoire, c'est qu'il est tard, très tard. Les Indiens ne sont plus qu'un tout petit nombre, avec les problèmes que cela pose pour leur avenir, et les paysans qui ne savent plus d'où ils sont ni qui ils sont, dont le malheur est d'être précisément ici, luttant pour survivre. Quel dilemme et quelle absurdité ! Quelle solution trouver ? A qui est la terre, fils d'Abraham ? Mieux vaut défendre des principes. Les hommes, c'est trop compliqué. Et puis, entre nous, ils ne s'entendent guère entre eux. A quoi bon défendre un rebut d'humanité ?

La commission de Uruará arrive donc à Brasília pour tenter l'impossible. Elle propose non la révocation du décret, mais une correction de la démarcation qui éviterait un nouvel exil à 80% des familles. Les Indiens auraient en contre-partie la même superficie prise sur une partie encore vierge de la forêt, à l'Ouest. Et le cirque commence...

Le ministre de la justice, après les avoir brièvement reçus, les renvoya à la FUNAI qui devait résoudre ce problème. La FUNAI les expédia sur l'INCRA. Ils terminèrent leur périple chez le procureur de la République, qui, sensible à leur démarche positive, les encouragea à tenter de revoir le ministre de qui dépendent les décisions de ce type. Boucle bouclée et portes fermées. La quadrature du cercle était prouvée. Mais "Zorro est arrivé", serait-on tenté d'écrire.

Imbroglie juridique

Paulo, voyant le danger, prit contact avec moi. La commission, m'expliqua-t-il, est sur le point d'abandonner. Il faut éviter que l'affaire tombe entre les mains des forestiers, et il insista pour que je me joigne au plus vite à eux avant qu'il ne soit trop tard. Décision ô combien difficile à prendre, car j'en connaissais tous les pépins à venir. Une vraie poudrière où tout le monde a son avis, mais où personne ne veut prendre une décision qui pourrait griller sa position. A l'époque je participais à un séminaire sur l'Amazonie à Belém; j'en profitai pour tâter le pouls, et finalement, je fus proposé pour me joindre à la commission, étant celui qui connaissait le mieux le terrain. Je pourrais ainsi, pensait-on, éviter les dérapages. J'informai par prudence mon évêque que je joignis par téléphone à l'autre bout du diocèse, à mille kilomètres, et m'assurai de son appui.

Un matin, le lundi 8 février, je débarquai dans la brume matinale de Brasília. Par chance, mes anciennes connaissances de la capitale qui remontaient au procès de François Gouriou et Aristide Camio étaient au rendez-vous et, par leur intermédiaire, je réussissais à fixer pour l'après-midi même une audience chez le ministre. Celui-ci, très affable, cette fois, et détendu, écouta Voldir Ganzer, député fédéral du Parti des travailleurs du Pará qui, avec une journaliste amie et proche du ministre, prenait la direction de l'opération. Découvrant l'ampleur du drame et le coût social - il n'en était pas à son premier cas difficile et semblable - le ministre décida aussitôt et devant nous, un peu abasourdi par la rapidité de sa détermination, la correction de la ligne de démarcation par un simple coup de téléphone au président de la FUNAI. Presque un coup de baguette magique. Encore sous l'effet du choc, nous sortons, euphoriques, du cabinet du ministre. Mais dans les heures qui allaient suivre, le Zorro allait se transformer en zéro. Fin de plaisanterie.

Vers onze heures du soir, de chez Voldir Ganzer, j'appelai Dom Erwin mon évêque, ancien président du CIMI et connu internationalement pour ses positions en faveur des

Indiens. Avant de poursuivre, il était tout à fait normal que je le consulte. Quand je lui eus fait part du résultat, je sentis le sol se dérober sous mes pieds. Il se montra des plus réticent et me fit remarquer que la Constitution ne permettait en aucun cas que soient négociées les terres indiennes. En clair, le ministre s'était trompé, et modifier un décret pouvait ouvrir un grave précédent. J'étais donc sans l'avoir voulu à l'origine d'une erreur de taille.

Autant dire que devant un cadre aussi noir, la nuit fut blanche. Le lendemain, il fallait s'y attendre, le président de la FUNAI "s'excusait" de ne pas pouvoir nous recevoir car il attendait un ordre écrit du ministre. Et commençait alors pour Paulo et moi-même une longue bataille où nous allions faire l'unanimité contre nous, du moins en certains secteurs.

Alors que la commission encore en pleine effervescence était repartie sur Uruará, Paulo et moi-même à qui était confiée la suite des opérations, nous terminâmes un peu désabusés nos démarches chez le procureur de la République, Wagner, qui allait devenir, à partir de ce jour une pièce clé de la situation. C'est de lui que partirait plus tard le dossier qui fournirait les nouveaux éléments de l'affaire en question afin que le ministre puisse prendre la décision définitive.

Inconséquences administratives

J'entrai dans un cycle de réunions, de débats et études de toutes sortes qui avaient pour finalité de mettre en contact les deux parties en présence et d'arriver enfin à un consensus. Mais plus on se réunissait, plus les positions se durcissaient et s'éloignaient. On ne peut s'improviser Nelson Mandela ou Shimon Peres... Après deux mois de vaines tentatives, la CPT - Commission pastorale de la terre - et le CIMI s'entendirent pour inviter le procureur de la République à une visite in loco. Wagner débarqua le 31 mars au soir à Altamira accompagné d'une anthropologue proposée par le CIMI. Nous fîmes les deux cents kilomètres de pistes la nuit même, et le lendemain, nous partîmes en forêt pour rencontrer les paysans qui vivaient sur la réserve indigène. Il rencontra Honorato et beaucoup d'autres. Deux Indiens de la réserve voisine étaient aussi présents. Il écouta, questionna, enquêta et prit des notes de tout. En repartant, cette fois en avion, il survola la région et avant de nous quitter, il me laissa entendre qu'il avait trouvé quelque chose d'intéressant, mais qu'il devait le vérifier en reprenant tout le dossier à zéro.

A Brasília, il s'isola dans son cabinet un certain temps et quand il remit en juin son étude au ministre, le voile tomba et révéla le côté caché de l'histoire: la FUNAI s'était trompée dans son relevé et le décret lui-même, parlant d'une erreur formelle, ne résistait plus à la contestation.

Dans les deux camps, ce fut la consternation, mais pour des motifs différents. Que révélait la fameuse étude de Wagner? Elle démontrait, document de la FUNAI à l'appui, que le relevé anthropologique effectué, semble-t-il, à la hâte par la FUNAI et qui avait pour but de définir ce qui était ou n'était pas "terres indiennes de tradition", ne reconnaissait pas une superficie de 800.000 ha, mais seulement 500.000 ha. Ainsi, par le fait même, les paysans étaient en dehors de la réserve. Par quel miracle ou subterfuge était-on passé de 500.000 à 800.000 hectares? Tout simple: le responsable de la FUNAI, à l'époque où l'étude avait été réalisée et où peu de colons habitaient de fait la région, avait trouvé que la superficie était un peu chiche et dans un élan généreux en faveur des Indiens, avait forcé la dose en créant de toute pièce la fameuse ligne de démarcation. Il espérait, avait-il dit un jour, que dans la bataille les Indiens ne seraient pas lésés. Ce qu'il n'avait pas prévu à l'époque, c'est que cette bande de terres allait être peuplée de colons quelques années plus tard. Le verdict de Wagner était clair. Il fallait ou refaire toute l'étude, ce qui prendrait du temps et de l'argent, ou arriver à trouver un accord entre les deux parties, sachant que la proposition de Uruará qui laissait 800.000 ha aux Indiens n'avait plus de fondements juridiques. Mais un accord était préférable, conseillait-il, tant pour les colons que pour les Araras. La réaction à l'étude de Wagner ne se fit pas attendre, je vous passe les commentaires.

Pourquoi vous ai-je raconté cette histoire un peu compliquée, vue de France? Parce qu'elle m'a occupé une bonne partie de l'année, et parce qu'elle est le reflet de nos ambiguïtés. Rien n'est simple dans les situations que nous affrontons. Fallait-il que je fasse la démarche de Brasília? Accepter d'autre part l'exil des paysans au risque de monter toute une partie de la population contre les Indiens? Honorato m'a avoué une fois: "*Padre Chico, si nous avons la certitude que la terre sera donnée à nos frères indiens, nous sommes prêts à faire le sacrifice de partir. Mais je doute fort qu'une fois les paysans partis, les fazendeiros n'en profitent pas pour envahir le terrain avec l'appui des forestiers qui font ce qu'ils veulent.*"

La situation étant encore dans l'attente de la décision du ministre, la commission organise pour mars 1994 un séminaire à Uruará. Deux cents paysans sont attendus. Nous invitons le procureur Wagner, l'INCRA, la FUNAI et d'autres organismes pour ensemble débattre, chercher des solutions qui permettraient de penser un développement économique en harmonie avec le respect de l'environnement et avec le droit des Indiens à leurs terres.

C'est une tentative pour provoquer les différents secteurs de la société à chercher une issue viable et éviter ainsi les prises de position fracassantes tant d'un côté que de l'autre qui, comme vous le devinez, n'engagent que leurs auteurs et laissent le plus grand nombre absent des décisions qui les concernent aussi. Je sais que le problème de fond est un problème politique et tant qu'il n'y aura pas de réforme agraire juste et vraie, les paysans seront chassés de leurs terres et les Indiens refoulés toujours plus loin. Il faut, en attendant des changements majeurs, éviter que les uns ne luttent contre les autres et créer à la base un courant de sympathie en faveur des Indiens qui, de fait, ne pourront pas vivre éternellement isolés. En plus de la forêt, il leur faut une frontière humaine non hostile, mais ouverte et accueillante. Utopie, m'a-t-on dit. Mais l'humanité entière est utopie.

Il est temps d'en finir avec cette histoire, mais il fallait bien qu'un jour elle soit contée. Attendons le deuxième chapitre.

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441